Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift

Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft

Band: 138 (1972)

Heft: 7

Rubrik: Kritik und Anregung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Kritik und Anregung

Refus à l'armée – la réponse d'un des 75

Messieurs,

Je vous remercie pour votre lettre et la traduction de votre article dans l'«Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift». J'ai lu votre texte avec grand intérêt et je suis en profond accord avec un certain nombre de vos affirmations. Il me semble cependent que la position de certains des 32 et de leurs amis ne correspond pas à vos suppositions et que nous pouvons continuer le dialogue sur la base-même de vos affirmations.

Serait-il possible que le texte ci-joint soit publié dans un prochain numéro de ce journal? Je l'espère de tout coeur, car j'aimerais que nos positions fassent l'objet d'entretiens sérieux, ceci d'autant plus que votre article m'a semblé être une invitation à poursuivre les meilleurs.

Je ne suis pas un «objecteur de conscience», et je ne pense pas qu'il faille supprimer l'armée. J'étais conscient, entre 1941 et 1945, que nous participions à la protection de notre pays contre la guerre.

Vous dites que la «démocratie existe lorsque l'individu se plie à la volonté de la majorité et respecte les intérêts de l'ensemble». Vous estimez que ceux qui sont convaincus que cet ensemble s'engage dans une direction fatale doivent engager le combat contre la majorité. Je me trouve exactement dans cette situation. Je suis convaincu, avec beaucoup d'autres, que nous sommes sur une pente qui aboutit è un précipice. Je ne suis même pas certain qu'une majorité, aujourd'hui, le veuille de façon délibérée, au contraire, je crois que la majorité se laisse aller passivement et accepte, par désespoir, de se laisser glisser. Que faire alors pour aider les hommes de bonne volonté?

Avec mes collègues qui ont signé le refus à l'armée (que je n'ai pas signé puisque j'ai rendu mon uniforme il y a 2 ans) nous sommes arrivés à la conclusion que le seul acte qui pourrait encore signifier que la situation est sérieuse était une désobéissance civique, dans un domaine en liaison étroite avec les problèmes actuels, sur un terrain auquel les Suisses ont toujours été très sensibles.

S'il en est parmi nous qui refusent l'armée par objection de conscience, beaucoup d'autres ont agi parce que notre conception actuelle de l'armée est le lieu où tout le malaise de notre société se cristallise, se révèle le plus clairement. Le fait même que nous avons une armée de milice met entre les mains de notre société un instrument pour le développement de toute la population. La façon dont cette armée est perçue et comprise semble l'empêcher d'accomplir cette fonction.

Peut-être ne comprenez-vous pas la frustration de pasteurs et de prêtres qu'on n'écoute pas? Mais vous avez vous-même cité des paroles de J.-F. Kennedy, du secrétaire de l'UNO, du pape Pie XII. Les a-t-on prises au sérieux? Depuis des années, on n'écoute plus les déclarations des Eglises suisses, du Conseil Ecuménique, des porte-paroles de l'UNESCO, de l'UNCTAD, de la FAO.

Nous croyons que la démocratie suisse posède elle-même les possibilités de créer un renouveau, mais encore faut-il que la discussion s'engage vraiment sur les problèmes de fond, qu'on y réfléchisse ensemble, Nous avons l'impression que les structures de pouvoir actuelles font tout pour escamoter les vraies questions et se contentent de délibérer âprement sur la vitesse maximum de nos véhicules.

Pour expliciter mes affirmations, permettez-moi d'examiner d'abord le problème de notre défense nationale avant de parler d'autres questions.

Vous définissez notre armée comme un moyen de protection en cas de péril. J'accepte cette définition, mais tout dépend de notre perception du péril. En 1937, par exemple, rares étaient les officiers et les hommes politiques suisses qui appréciaient le péril allemand de façon réaliste, En mai 1940, nous n'étions pas «prêts», le général Guisan n'a pu mettre en place le dispositif «réduit national» qu'en août et il a dû faire face à de nombreuses oppositions. Il est donc possible que la Suisse commette des erreurs monumentales et ne discerne pas les vrais périls.

Je sais que nos états-majors étudient avec soin les forces respectives des l'OTAN et de la Russie, qu'ils envisagent toutes les éventualités au cours de leur Kriegspiele. Mais ils semblent incapables de nous communiquer leurs conclusions. Ils ne permettent pas au peuple tout entier d'être informé. S'ils ont des doutes, ils les cachent. D'après le peuple, ils ont peur d'en parler avec les soldats parce qu'ils veulent garder les relations les meilleures avec tous nos voisins, proches ou lointains.

Cette politique à court terme diminue la crédibilité de l'armée. Contre qui allons-nous nous battre demain, dans 5 ans, dans 10 ans? Le manque de réponse claire à cette question permet toutes les hypothèses et discrédite l'armée auprès des jeunes. Il en résulte l'horrible suggestion que, pour certains, le vrai péril pourrait être demain à l'intérieur de nos frontières. Il faut avoir le courage de dire que cette éventualité n'est pas exclue dans la pensée de certains de nos chefs. Notre histoire, de 1815 à nos jours, n'est pas sans montrer des précédents, et il ne sert à rien de le cacher,

Cette même histoire nous montre qu'un pouvoir mis en question cherche à inventer des périls pour rallier l'opinion publique. Nous ne sommes pas loin de cette situation en Suisse aujourd'hui. Car les patrons et les syndicats, l'armée et la police, les juges et les pouvoirs exécutifs sont mis en question par beaucoup. Or la réaction à la prise de position des 32 se traduit souvent par une accusation de «subversion», «d'anarchie» de «jouer le jeu des forces secrètes de décomposition». Or pour moi, rien n'est plus faux. Nous croyons que la seule faäon de lutter contre la subversion est d'examiner franchement notre société et de chercher à éliminer les injustices qui engendrent l'anarchie généralisée. C'est à cet examen qu'en tant que pasteurs et prêtres nous vous appelons.

Peut-être convient-il ici de citer quelques-unes des injustices qui nous préoccupent. Dans notre lettre, nous avons signalé le fait que notre effort pour la défense nationale ne peut pas se comparer avec ce que nous faisons pour le tiers monde, malgré la bonne volonté de certains dirigeants. L'exploitation des enfants et des femmes par les industriels du XIXe siècle (scandale accepté par notre peuple pendant assez longtemps) n'a pu être éliminé qu'après une transformation de l'opinion publique suisse.

Nous croyons que les conditions faites aux saisonniers qu'on sépare de leur famille sont injustes. Nous croyons que les règlements intérieurs de nos prisons sont injustes. Nous croyons que les droits des juges d'instruction quant à l'emprisonnement préventif sont injustes. Nous croyons que la rémunération des apprentis dans de nombreuses entreprises est injuste. Nous croyons que le numerus clausus dans certaines professions libérales est injuste. Nous croyons que la protection accordée aux spéculateurs fonciers est injuste. Nous croyons que les délais accordés à certains communes pour la mise en train d'épuration des eaux est injuste. Nous croyons que la protection accordée aux propriétaires d'immeubles sousoccupés est injuste ...

Nous savons qu'il n'y a pas de société juste. Mais nous savons aussi que les désordres sont en proportion directe avec le nombre des injustices et le manque d'efforts réels pour les éliminer. Comment travaillerons-nous à éliminer ces injustices si nous n'en sommes pas conscients? Et comment agirons-nous vraiment si ceux qui pourraient agir ne voient pas le sérieux avec lequel nous essayons de leur parler? Les 32, et même certains des 43, sont en butte à une opposition qu'ils n'ont pas cherchée; certains passeront en jugement. Mais ils cherchent à faire le bien, quoi qu'il leur en coûte.

Paul D. Fueter

Zur Situation unserer Armee

Nicht jedes der vielen Manifeste, die heute produziert werden, rechtfertigt eine Auseinandersetzung. Anders das Bieler Manifest eines sogenannten Arbeitskreises «Kritische Kirche»: «Über die Situation unserer Armee». Obwohl die Verfasser namentlich nicht bekannt sind, was den Wert jedes Dokuments schmälert, soll darauf vorläufig in Thesen und Gegenthesen eingetreten werden, stellen erstere doch die wohl gängigsten Argumente gegen unser Wehrwesen dar.

«Freund-Feind»-Denken des Manifestes

«Unsere Zukunft heißt Frieden», schreiben die Verfasser, und wir stimmen mit ihnen überein. Warum sie sich aber weigern, klar zu erkennen, wo die Bedrohungen dieses Friedens wirklich liegen, ist unverständlich. Ein Spruch wie: «Die Armee sichert heute nicht den Frieden, sondern die bestehende Friedlosigkeit», den «Frieden der römischen Cäsaren» ist angesichts der herrschenden machtpolitischen Weltlage einfach läppisch. Sollten sie sich in der Adresse geirrt haben und nicht die Schweizer Armee, sondern die Armeen totalitärer Staaten meinen, die nach wie vor den Anspruch auf Weltrevolution, also auf Gewalt und Krieg, erheben?

«Die Abwehrpsychose ist paradox», steht im Manifest, und es vermeidet, zu sagen, daß gewisse Reaktionen auf die Herausforderung durch Links-Extremisten, Dienstverweigerer und so weiter geradezu provoziert wurden. Wer gegen eine von der Mehrheit der Bürger als notwendig erkannte Institution Sturm läuft, darf nicht wehleidig sein, wenn diese vehement verteidigt wird. So kann der Eindruck der Verfasser, daß der «innenpolitische Gegner diffamiert werde», subjektiv durchaus zutreffen. Wer das Manifest nüchtern durchliest, wird allerdings auf manche eindeutige Diffamierung des Gegners stoßen. Gerade auf das angeprangerte Freund-Feind-Denken stößt man auf Schritt und Tritt.

Was den Vorwurf betrifft, die Armee sei ein Hort der Rechtsagitation, so ist dies einfach nicht wahr. Die aufgezählten Organisationen und Wehrvereine bemühen sich, ihrer traditionellen Aufgabe gemäß, um die Erhaltung des Wehrwillens dank Information über die Lage. Wie weit man hier gehen will, ist eine Ermessensfrage. Solange aber derart absurde und plumpe Angriffe gegen die Armee erfolgen, wird man sich nicht wundern dürfen, wenn auch diese Aufklärung manchmal etwas pointiert erfolgt.

Die Konstruktion eines «schweizerischen militärisch-industriellen Komplexes» und einer unheiligen Allianz zwischen Rüstungsindustrie und Nato ist nicht haltbar. Warum wollen gewisse Kreise nicht begreifen, daß man für Armee und zeitgemäße Landesverteidigung auch heute noch aus voller Überzeugung, ja sogar aus Gewissensgründen einstehen kann? Müssen wir daraus schließen, daß diese Christen ihrerseits in einer Art Fernsteuerung handeln? Dabei sollten sie sich ein für allemal eines merken: So legitim wie Gesellschaftskritik ist auch die Verteidigung zeitlos gültiger Werte wie Demokratie, Rechtsstaat und Selbstbestimmungsrecht eines Volkes.

Stimmungsmache mit dem Ordnungsdienst

«Die Armee ist bereit zu innenpolitischen Einsätzen», heißt ein weiterer Schreckensruf im Manifest. Fast könnte man meinen, die Verfasser fürchteten, daß militärische Kräfte von sich aus zum Rechten sehen würden, wenn eine extremistische Minderheit mit Terror ihren Willen der Mehrheit aufzwingen wollte. Sie können beruhigt sein: Die Armee wird ihren verfassungsmässigen Auftrag zur Sicherung der Ordnung nur dann erfüllen, wenn sie von den politischen, also zivilen Behörden dazu aufgeboten wird. Dafür sorgt nicht nur ihre gesetzliche Verankerung, sondern auch ihre Eingliederung in den Rahmen der Gesamtverteidigung.

Wer heute noch glaubt, «die Armee erziehe zur Unmündigkeit», kennt den modernen militärischen Betrieb und seine Erziehungsgrundsätze nicht. Disziplin zum Wohle des Ganzen mit Untertänigkeit zu verwechseln, ist das Privileg von Leuten, die nicht verstehen, daß zur Mitverantwortung auch das selbstlose Mitwirken an einer gemeinsamen Aufgabe gehören kann. Die Behauptung, der «Soldat sei immer nur ein Mittel zum Zweck, den er nicht kenne», ist eine Beleidigung für buchstäblich Hunderttausende schweizerischer Wehrmänner, die ganz genau wissen, warum sie mit voller Hingabe Dienst leisten, und denen man nicht weismachen kann, unsere Armee sei eine «Anstifterin zum Unfrieden». Hier scheint es sich wiederum um die bereits genannte Verwechslung der Adresse zu handeln.

Zur echten Problematik, die im Manifest behandelt wird, gehört die Frage der Waffenausfuhr. Der Bericht der Kommission Weber hat sich dieses Problems bereits mit aller Gründlichkeit angenommen, der Bundesrat hat ein verschärftes Ausfuhrgesetz vorgelegt. Mindestens so viele gute Argumente sprechen dafür wie dagegen. Die Verunglimpfungen und Verdächtigungen des Manifests sind demnach völlig danebengeraten. Wenn zahlreiche Organisationen, Parteien, das Parlament und das EMD die Waffenausfuhr für nötig halten, so geht es ihnen in allererster Linie um die Sicherung einer zeitgemäßen Selbstbehauptung, die nach wie vor lebenswichtig ist, weil Stimmen wie das Manifest gerade dort nicht gehört werden, wo sie eigentlich zur Kenntnis genommen werden sollten, bei den Großmächten und außerhalb der Schweizergrenze.

Unsachliches Hochspielen des Falles Villard

Nach Ansicht der Verfasser «duldet das Militärsystem keine grundsätzliche Kritik». Auch diese Behauptung ist unwahr und kann mit unzähligen Beispielen widerlegt werden. Zeitungsartikel, Bücher und Schriften aller Art haben sich in den letzten Jahren immer wieder kritisch mit der Armee befaßt, ohne daß den Verfassern daraus irgend ein Nachteil erwachsen wäre. Sie können sich nach wie vor frei äußern wie jeder andere, der seine Meinung sagen will. Der schweizerische Charakterzug, die Minderheit vermehrt zum Worte kommen zu lassen, begünstigt sie sogar. Den Fall Villard als Gegenbeispiel heranzuziehen, ist unsachlich. Villard hat sich im Parlament in den schärfsten Tönen gegen die Landesverteidigung wenden können. Er gibt ungestört seine Zeitung «Der Kriegsdienstgegner» heraus, er sprach am Fernsehen, am Radio, an Versammlungen. Zu behaupten, daß seine Nicht-Zulassung zur Militärkommission des Nationalrates ihn an grundsätzlicher Kritik hindern könnte, ist in keiner Weise stichhaltig. Man muß keine militärischen Geheimnisse kennen, um sich grundsätzlich mit Armeefragen auseinanderzusetzen.

Schließlich sei festgestellt, daß echte Alternativen zur bestehenden Selbstbehauptungskonzeption immer willkommen sind. Einseitige Vorschläge oder Behauptungen werden sich indessen die gleiche schonungslose Kritik gefallen lassen müssen, mit der die Leute um das Bieler Manifest nicht kargen. Es geht nicht an, unter dem Deckmantel hochtrabender Ansprüche auf wahre Friedensliebe die friedenssichernde Macht schmälern zu wollen. Absurde Behauptungen, wie zum Beispiel diejenige, daß die im Werden begriffene «Gesamtverteidigung» unser Leben militarisieren würde, entbehren jeder Beweiskraft. Hingegen läßt sich über Fragen der Wirksamkeit des Schutzes gegen die verschiedenen Bedrohungen oder beispielsweise über Art und Wünschbarkeit eines Zivildienstes durchaus ernsthaft diskutieren. Dasselbe läßt sich von einigen der sogenannten «konkreten Postulate» des Manifests sagen. Leider sind sie vermischt mit Forderungen, die nichts anderes als eine Schwächung unserer Position gegenüber nicht wegzudisputierenden Gefahren bedeuten.

Mag sein, daß sich die Verfasser von der totalitären Ideologie und ihren Anhängern, von der Machtpolitik der Großmächte und deren Potential nicht bedroht fühlen. Die Mehrheit des Volkes denkt – wie jüngste Umfragen zeigen – ganz anders. Sie wird auf die Friedensschalmeien des Manifests, die immer wieder in Töne der Verunglimpfung und der Intoleranz umschlagen, nicht hereinfallen.

Oberstleutnant i Gst Gustav Däniker

Mitteilungen

Generalversammlung der Schweizerischen Kriegstechnischen Gesellschaft

Die Schweizerische Kriegstechnische Gesellschaft (SKG) hielt am 9. Mai 1972 in Thun-Dürrenast ihre Generalversammlung ab. Der Präsident der Gesellschaft, Dr. M. Pfulg, Dulliken/Olten, konnte als Gäste den Chef des Eidgenössischen Militärdepartementes sowie weitere hohe Persönlichkeiten aus Politik, Armee und Verwaltung begrüßen. Die Generalversammlung stimmte einem generellen Arbeitsprogramm zu, gemäß welchem ab 1972 acht verschiedene Themen aus dem Gebiete der militärischen Planung und des Rüstungswesens durch Fachgruppen oder im Rahmen von Symposien behandelt werden sollen.

Nach Abschluß der statutarischen Geschäfte folgte die Versammlung mit großem Interesse einem Vortrag von Bundesrat Gnägi über das Thema «Rüstungspolitik und Waffenausfuhr», der in eindrücklicher Weise die mit diesen Problemkreisen verbundenen Aufgaben, Nöte und Sorgen des Eidgenössischen Militärdepartementes beleuchtete.

Am Nachmittag fanden eine Besichtigung der Patronenfabrikation in der Eidgenössischen Munitionsfabrik Thun und eine Vorführung der durch die Eidgenössische Konstruktionswerkstätte Thun in enger Zusammenarbeit mit der Privatindustrie entwickelten schweizerischen Panzerfamilie (Panzer 61, Panzer 68, Entpannungspanzer 65, Brückenpanzer 68 und Panzerartilleriekanone 68) statt. E.S.

Zeitschriften

Schweizer Baublatt

Sondernummer «Baulicher Zivilschutz», April 1972

Der Zivilschutz steht heute in der Schweiz mitten in der Realisierungsphase. Im vergangenen Jahr wurden für über 210 Millionen Franken Zivilschutzbauten erstellt, an die der Bund Beiträge in Höhe von 90 Millionen gewährte. Gemäß den technischen Weisungen für den privaten Schutzraumbau werden jährlich etwa 300 000 Schutzplätze in Neubauten errichtet, die einen Schutzgrad von 1 atü aufweisen. Heute stehen im ganzen Land etwa 3 Millionen Schutzplätze zur Verfügung, wovon rund 2 Millionen den maßgebenden Anforderungen der Zivilschutzkonzeption 71 entsprechen. Entscheidend für den baulichen Zivilschutz in der Schweiz ist die Forderung: Jedem Bewohner einen Schutzplatz. Diese Forderung wird zur Folge haben, daß in den nächsten 15 Jahren für etwa 60 % unserer Bevölkerung noch Schutzplätze gebaut werden müssen.

Mit diesem hier angedeuteten umfassenden Problemkreis beschäftigt sich die soeben erschienene Sondernummer «Baulicher Zivilschutz» der Fachzeitschrift «Schweizer Baublatt». Auf 150 Seiten mit 130 Abbildungen werden die baulichen und installationstechnischen Folgerungen aus der Zivilschutzkonzeption 71 für die Praxis behandelt. Die vorliegende, von zuständigen Fachleuten privater Ingenieurbüros und Mitarbeitern des Bundesamtes für Zivilschutz verfaßte Artikelserie soll durch ihre Information in Wort und Bild die Anwendung der Konzeption zeigen und ihr Verstehen erleichtern. Als erster werden die Grundlagen des baulichen Zivilschutzes in Form einer Erläuterung der Konzeption und einer Darstellung der Minimalanforderungen an das Überleben im Schutzraum aufgezeigt. Es folgen Darstellungen über die baulichen Aspekte des Zivilschutzes, über die technische Infrastruktur und über die Ausrüstung von Schutzräumen. Den Abschluß bilden Beiträge über die Prüfung standardisierter Zivilschutzeinrichtungen und den administrativen Ablauf von Zivilschutzbauten. jst

Wojennyj Wjestnik

Das überschwere Maschinengewehr der sowjetischen Schützenpanzer

Das überschwere Maschinengewehr vom System Wladimirow (Bezeichnung KPWT, Kaliber 14,5 mm), mit dem neuere sowjetische Schützenpanzer ausgerüstet werden, erlaubt die Vernichtung feindlicher Kräfte und Mittel bis auf eine Entfernung von 1500 m. Es eignet sich nicht nur zum Einsatz gegen offene Ziele, sondern auch gegen solche hinter leichten Deckungen sowie gegen gepanzerte Ziele mit bis zu 20 mm Panzerung. Die Feuergeschwindigkeit beträgt etwa 600 Schuß pro Minute. Das Zielen erfolgt mittels Zielfernrohrs, das Richten mittels Handrädern, die Schußauslösung elektrisch durch Betätigung eines Druckknopfes. Eingebaut ist das Maschinengewehr in einem leicht gepanzerten Drehturm.

Je nach Bedarf wird Punktfeuer geschossen